

Civil Society Dialogue Network Meeting¹

Mise en œuvre de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la RDC et la région : quel soutien la communauté internationale, en particulier l'UE, peut-elle apporter à la société civile congolaise ?

Mardi 18 mars 2013

Le Cercle Gourmand, 414 Av. du Cercle, Kinshasa

Cette réunion s'inscrit dans le cadre d'une série de dialogues organisés par le CSDN¹ entre des représentants de l'Union européenne (UE) et des organisations de la société civile (OSC) actives pour la prévention des conflits et la consolidation de la paix dans la région des Grands Lacs, et plus particulièrement en République démocratique du Congo (RDC).

Cette série pourrait comprendre jusqu'à quatre réunions. La première s'est déroulée à Bruxelles le 31 mai 2013 et la présente réunira des décideurs européens et des membres d'OSC congolaises basées à Kinshasa. Deux autres réunions pourraient être organisées par la suite : une qui serait davantage focalisée sur l'Est de la RDC ; et une dernière qui regrouperait des représentants de la société civile de l'ensemble de la sous-région : RDC, Rwanda, Burundi et Ouganda.

Ces réunions se distinguent de processus de consultation formels avec la société civile afin de proposer un espace de dialogue ouvert entre l'UE et un groupe d'experts sur les questions de paix et sécurité. Il s'agit de partager et comparer les analyses des différents acteurs pour en tirer des recommandations concrètes sur la manière dont la société civile peut contribuer à la consolidation de la paix à long terme et au développement de la région, et le soutien que l'UE et d'autres acteurs internationaux pourrait lui apporter.

Contexte général

L'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la RDC et la région (nommé ci-après 'Accord-cadre') a été signé le 24 février 2013. Le 18 mars l'Envoyée spéciale des Nations Unies pour la région des Grands Lacs, chargée de sa mise en œuvre, a également été nommée. L'UE compte parmi les principaux acteurs et figure comme partenaire dans la mise en œuvre de la dimension régionale de l'Accord-cadre. L'UE soutient également la mise en œuvre de la dimension nationale de cet accord, notamment l'article 5).

Suite à la signature de l'Accord-cadre, et afin d'améliorer l'efficacité de son action face aux défis de la région, l'UE a élaboré une nouvelle approche stratégique pendant le premier semestre 2013.²

Pour cela, le Service européen d'action extérieure (SEAE) et la Commission européenne ont organisé en février 2013 un atelier de travail sur l'analyse du conflit dans la région des Grands lacs et l'est de la RDC. Le SEAE mène en outre des consultations régulières sur la RDC avec des OSC dans la région des Grands Lacs et en Europe, y compris avec un groupe de travail informel d'ONGs de Bruxelles qui travaillent sur la RDC.

¹ Le *Civil Society Dialogue Network* (CSDN) est un projet co-financé par l'Union européenne (Instrument de Stabilité) qui vise à faciliter le dialogue sur la consolidation de la paix entre la société civile et les décideurs européens. Le CSDN est géré par le *European Peacebuilding Liaison Office* (EPLO), en collaboration avec la Commission européenne et le SEAE. Pour plus d'informations, veuillez consulter [le site internet d'EPLO](#).

² Commission européenne et Haute représentante pour les affaires étrangères, [Communication conjointe au Conseil : Cadre stratégique d'action pour la région des Grands Lacs](#), 19 juin 2013 et Conseil de l'UE, [Council conclusions on the Great Lakes Region](#), 22 juillet 2013.

En mai 2013, le *Civil Society Dialogue Network* (CSDN) a organisé à Bruxelles une réunion de dialogue rassemblant des décideurs européens et 28 participants issus de la société civile congolaise afin de discuter de la mise en œuvre de l'Accord-cadre et des contributions utiles et efficaces que l'UE pourrait apporter.

Il est ressorti de cette réunion que la société civile accordait une priorité absolue à la gouvernance dans tous les domaines – l'UE pouvant y contribuer à travers un dialogue avec les autorités de RDC, sous-tendu par une approche de conditionnalité politique et une relation contractuelle en matière d'aide au développement. L'élaboration de critères pour évaluer la mise en œuvre de l'Accord-cadre, la publication des résultats du suivi et la participation active de la société civile dans l'évaluation de ces progrès faisaient également partie des recommandations clefs de la réunion. Le soutien à la réforme du secteur de la sécurité ainsi que la question de l'exploitation minière avait également été abordés. Enfin, une partie des participants avait suggéré que des réunions similaires rassemblent des représentants de la société civile de l'ensemble de la région.

Dans ce contexte, il a été décidé d'organiser une réunion de suivi (voire plusieurs) afin de poursuivre ce dialogue et de l'élargir à d'autres acteurs de la société civile locale et régionale. Le même format sera utilisé à chaque réunion afin de proposer un dialogue ouvert dont le contenu sera défini à l'initiative de la société civile lors de réunions préparatoires.

Objectifs de la réunion à Kinshasa

- Analyser conjointement le rôle de la société civile congolaise dans la mise en œuvre de l'Accord-cadre, en particulier l'article 5 et par rapport au mécanisme national de suivi pour les questions de paix et sécurité.
- Recueillir les recommandations de la société civile congolaise basée à Kinshasa sur la manière dont les acteurs internationaux (en particulier l'UE) peuvent soutenir la société civile dans ses efforts de consolidation de la paix à l'échelle nationale.
- Recueillir les recommandations de la société civile congolaise basée à Kinshasa sur la manière dont les OSC congolaises peuvent renforcer leurs relations entre elles en vue de consolider la paix à l'échelle nationale ainsi que dans leurs efforts de réseautage avec les OSC de la région.

Format

La réunion aura lieu à Kinshasa, en français, et durera toute une journée. Il s'agira d'un dialogue ouvert où tous les participants pourront prendre la parole de manière interactive et facilitée. Une réunion préparatoire d'une demi-journée sera organisée au préalable afin de modifier, si besoin, les thèmes des groupes de travail en fonction de l'intérêt des participants de la société civile.

Participants

20-25 participants au total.

Les participants à cette réunion seront principalement des membres de la société civile basés à Kinshasa et sélectionnés sur la base de leur expertise en matière de paix et sécurité et de leur intérêt pour les thématiques abordées lors de la réunion. Du côté des institutions européennes, on devrait trouver parmi les participants des représentants de la Délégation de l'UE à Kinshasa, de la mission EUSEC RDC, de la mission EUPOL RDC, et des représentants du SEAE et de la Commission basés à Bruxelles. Quelques participants auront déjà participé à la première réunion de mai 2013 à Bruxelles et permettront d'assurer la continuité de la discussion.

Le Civil Society Dialogue Network

Ce document a été produit avec l'assistance financière de l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité d'EPLO et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de l'Union européenne